

**DECISION N°202/11/ARMP/CRD DU 18 OCTOBRE 2011
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE LA PROCEDURE DE
PASSATION DU MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DES
SALLES DE CLASSES E.C.B AU PROFIT DU PROGRAMME
D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS (PALAM) DU
MINISTERE DE LA FAMILLE, DES ORGANISATIONS FEMININES ET DE LA
PROTECTION DE L'ENFANCE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu le Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;

Vu le décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu le recours de la société ETI en date du 14 octobre 2011, enregistré le même jour sous le numéro 1078/11 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

Monsieur Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Règlementation et des Affaires juridiques, entendu en son rapport ;

Après consultation de Monsieur Abdoulaye SYLLA, Président, de MM Abd'EI Kader N'DIAYE, Ndiacé DIOP et Mamadou DEME, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par lettre datée du 14 octobre 2011, enregistré le même jour au Secrétariat du CRD, la société ETI a introduit un recours pour contester le rejet de son offre produit dans le cadre de l'appel d'offres AAO n° 003/2010 relatif à la fourniture d'équipements de salles de classes E.C.B au profit du Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté du Ministère de la Famille et des Organisations Féminines.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes des articles 88 et 89 du Code des marchés publics, tout candidat évincé d'une procédure d'attribution peut saisir la personne responsable dudit marché d'un recours gracieux, en invoquant une violation caractérisée de la réglementation ;

Considérant que ce recours peut porter sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, les conditions de publication des avis, les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, le mode de passation et la procédure de sélection retenus, la conformité des documents d'appels d'offres à la réglementation, les spécifications techniques retenues, les critères d'évaluation et doit être exercé dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres ;

Considérant que la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Qu'en l'absence de suite favorable à son recours gracieux, le requérant dispose de trois jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq jours ci-dessus indiqué pour saisir le CRD d'un recours ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, que suite à l'évaluation des offres soumises dans le cadre de l'appel d'offres n° AAO/03/2010 relatif à la fourniture d'équipements de salles de classes E.C.B, l'autorité contractante a informé la société ETI par lettre n° 00871/MFOF/PALAM/DG/DD datée du 12 octobre 2011, du rejet de son offre ;

Considérant que le requérant a saisi directement le CRD d'un recours par courrier daté du 14 octobre 2011, reçu le même jour, pour contester la décision de la commission des marchés, au motif qu'il a soumis l'offre financière la moins élevée à l'ouverture des plis ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais prescrits par les articles 88 et 89 du Code des Marchés publics, il doit être déclaré recevable ;

DECIDE :

- 1) Déclare la société ETI recevable en son recours ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché susnommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société ETI, au Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté du Ministère de la Famille et des Organisations Féminines ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée.

Le Président

Abdoulaye SYLLA